

## La sécurité énergétique en Tunisie. Une souveraineté fragilisée

Mustapha El Haddad

S'il est une évidence à prendre en considération, en Tunisie, c'est bien le poids de l'énergie dans l'économie nationale. Depuis 2011 cependant, la production nationale d'hydrocarbures a considérablement baissé à cause notamment de l'absence de nouvelles découvertes et de la lenteur de mise en exploitation des champs en cours de développement, du fait essentiellement de la situation économique et sociale particulière qui prévalait dans le pays.

De plus, les gisements tunisiens ont toujours été marginaux, avec tout ce que cela implique comme compétences nécessaires pour leur exploitation.

Certes, la part de la production nationale d'hydrocarbures qui revient à l'Etat a une portée stratégique en termes de sécurité d'approvisionnement du pays.

Reste cependant que le niveau des réserves connues et exploitables décline régulièrement depuis le début des années 80. Il pose la question de la gouvernance de ce secteur vital et des réformes qu'elle implique.

Reste également le retard enregistré dans la mise en œuvre de la transition énergétique devenue pressante, malgré les réformes.

C'est pour expliciter la problématique de la sécurité énergétique en Tunisie et préconiser les mesures qui s'imposent que le Forum Ibn Khaldoun pour le Développement a organisé le 7 Janvier 2025 un débat introduit et animé par Mr Mustapha El Haddad, expert dans le secteur de l'énergie.

L'exposé de Monsieur Mustapha Haddad a porté sur les quatre axes suivants:

- I. La problématique de la sécurité énergétique,
- II. L'état des lieux et diagnostic,
- III. Les mesures d'urgence,
- IV. Les réformes à engager.

### I. La problématique de la sécurité énergétique :

Quatre définitions ont été données aux termes couramment utilisés pour mesurer et évaluer les objectifs d'une stratégie nationale dans le secteur de l'énergie :

- ✓ Selon l'OCDE, **la sécurité d'approvisionnement énergétique** est la résilience d'un système énergétique à des événements exceptionnels et imprévus qui menacent l'intégrité physique de l'acheminement de l'énergie et peuvent entraîner des hausses irrégulières des prix de l'énergie, indépendamment des fondamentaux économiques .
- ✓ L'AIE considère que « **l'approvisionnement est sûr** dès lors qu'il est à la fois suffisant, fiable et d'un coût abordable », c'est la définition d'approvisionnement énergétique la plus connue.
- ✓ **L'Indépendance énergétique** : désigne la capacité d'un consommateur à produire sa propre énergie. Elle est mesurée par le rapport entre la production d'énergies primaires

(charbon, pétrole, gaz naturel, nucléaire, hydraulique, énergies renouvelables) et sa consommation .

- ✓ **La Souveraineté énergétique** est la capacité d'assurer une autonomie d'approvisionnement.

Les filières énergétiques dans le monde restent à ce jour, accaparées par les énergies fossiles 80% en 2023 contre 87% en 2000. Les énergies renouvelables occupent la deuxième place avec 14.6% en 2023 contre 6.5% en 2000. L'énergie nucléaire recule de deux points 4% en 2023 contre 6% en 2000.

Trois principaux secteurs utilisent à eux seuls 80% de la production de l'énergie finale dans le monde : le transport, le bâtiment et l'industrie.

A l'horizon 2050, et selon Global Outlook et IPCC Likely Below 2°C Avg., la demande d'énergie s'établirait respectivement à:

- Pétrole et gaz : 54-38 %
- Renouvelables : 15-30%
- Bioénergies : 10-17%
- Nucléaire : 6-10%
- Charbon : 13- 5%

Soit pour les énergies fossiles : 67- 43%.

Le secteur est confronté à plusieurs types de risques. En plus des risques de catastrophes naturelles et de sabotages, plusieurs autres risques de nature technique, juridique, sociale, politique et géopolitique peuvent menacer le secteur. Ils peuvent concerner les deux maillons de la chaîne d'approvisionnement : a- les sources d'approvisionnement et b-la logistique de transport, de stockage et de distribution. Ces risques peuvent être internes ou externes ( les circuits d'importation).

La sécurité d'approvisionnement énergétique d'un pays repose essentiellement sur les priorités suivantes:

- La diversification des fournisseurs, des filières et des réseaux,
- la mise en valeur des ressources nationales conventionnelles et non conventionnelles,
- La maîtrise de la demande surtout pour les secteurs dits énergivores ( transport, bâtiment et industrie) avec la nécessité de pratiquer la vérité des prix,
- la réalisation d'une infrastructure de stockage de sécurité et stratégique,
- La protection des infrastructures de production , de raffinage, de transport et de stockage, et
- L'élaboration de plan d'urgence, de certification et d'audits.

## II. L'état des lieux et diagnostic

Le contexte national en bouleversement depuis 2011, accompagné par un contexte sécuritaire régional incertain et un contexte énergétique mondial "en transition", a augmenté le risque de fragilisation de notre souveraineté énergétique . En effet, l'examen des différents indicateurs clés du secteur de l'énergie en Tunisie révèle un érosion inquiétante de notre indépendance énergétique qui a atteint environ 45% ces dernières

années contre 81% en 2010 et 91% en 2000. L'indépendance énergétique était supérieure à 100% entre 1966 et 1993 et était comprise entre 100% et 80% entre 1993 et 2010 . En 2024, le taux d'indépendance énergétique a atteint 41% contre 49 en 2023 et ce tenant compte de la redevance prélevée sur le gaz algérien exporté vers l'Italie. Sans cette redevance , ce taux est de 31% seulement contre 38% en 2023.

Le déficit énergétique de la Tunisie a atteint 5,7Mtep en 2023 contre 0,7 Mtep en 2000. Plusieurs facteurs expliquent la situation énergétique en Tunisie:

- ✓ Le déclin de nos capacités de production est quasi général . En effet, la forte réduction des activités de recherches a eu pour conséquence le non renouvellement des réserves de pétrole et de gaz d'où la baisse de la production d'hydrocarbures de moitié depuis 2010. Les ressources en énergie primaires ne sont que de 2.9Mtep en 2024.
- ✓ Les efforts de mise en valeur des ressources d'hydrocarbures et de maintien des champs existants sont en berne depuis plusieurs années.
- ✓ L'unique raffinerie du pays ne répond que partiellement et de moins en moins aux besoins du marché intérieur,
- ✓ La mise en valeur des énergies renouvelables reste marginale malgré les multiples tentatives de relance du Plan solaire tunisien, initié en 2009 et l'élaboration d'une stratégie de transition énergétique.
- ✓ Notre système électrique est de plus pénalisé par un enclavement de fait et sa forte dépendance au gaz, en grande partie importé d'un seul fournisseur .

Cette situation a eu des effets très négatifs sur les équilibres financiers de l'Etat . En effet:

- ✓ La part du secteur dans le PIB a régressé de moitié entre 2010 et 2021,
- ✓ La part du secteur dans le déficit du commerce extérieur est en forte augmentation ( 43% en 2023).
- ✓ La subvention de l'énergie a été mal maitrisée ce qui a grevé lourdement les finances publiques ,
- ✓ Les monopoles publics du secteur sont en grande difficulté financière. A titre d'exemple, le montant du compte clients de la STEG a atteint près de 3 Milliard de dinars dont la moitié sont des créances publiques. De plus, l'utilisation frauduleuse de l'électricité a atteint 15% des ventes d'électricité l'équivalent des quantités d'électricité achetée à l'Algérie .

Le contexte national dans les années post "révolution" a fortement dégradé la situation sécuritaire au sud du pays , ce qui a engendré une instabilité institutionnelle inédite avec un délitement de la gouvernance du secteur. Avec l'affaire d'El Kamour, l'Etat semble avoir cédé certaines de ses prérogatives au profit de groupes de pression . Au cours de cette période, il n'y a pas eu de vérification indépendante des comptes, les audits des réserves n'ont pas été publiés. De plus , une instrumentalisation politique de la gouvernance du secteur de l'énergie a freiné le processus de décision au niveau de l'Administration ce qui n'a pas permis de rétablir la confiance chez plusieurs investisseurs étrangers du secteur qui ont quitté le pays par manque de visibilité à moyen et long termes .

La détérioration du climat des affaires a été aggravée par les recrutements "sociaux" massifs, les mouvements sociaux intempestifs et une protection insuffisante des infrastructures bloquant ainsi l'activité.

Au niveau régional, le contexte est devenu incertain et la raréfaction et le renchérissement du gaz à l'échelle mondiale et régionale ont eu un impact négatif sur notre facture énergétique. Ajouté à cela, une situation sous tension au Sud de la Méditerranée depuis le Printemps arabe, et encore plus à l'Est, depuis les grandes découvertes de gaz en Méditerranée orientale. La demande de gaz de l'Europe est élevée et celle des pays de la rive Sud et Est de la Méditerranée augmente rapidement. L'Europe à proximité du plus grand exportateur de gaz, la Russie, est le premier importateur de gaz naturel au monde. La part de la Russie dans le marché européen a régressé de 41% en 2021 à 18% en 2023, laissant la place aux importations des USA qui a vu sa part grimper de 7% en 2021 à 20% en 2023. L'UE a mis en application sa stratégie de diversification des sources d'approvisionnement, élaborée au début des années 2000. L'embargo de la Russie, décrété ces dernières années, rendent les ressources de pétrole et surtout du gaz des pays Sud et Est méditerranéens hautement stratégiques pour l'Europe. L'Algérie est un acteur majeur dans la région, elle est le 4ème fournisseur de gaz de l'UE, sa part dans le marché européen est restée presque stable avec 11-12%. Ce pays dispose des 3 plus importantes ressources de gaz des schiste au monde

Actuellement, cinq éléments sont entrain de reconfigurer la géopolitique mondiale de l'énergie:

1. Les contraintes de l'impératif climatique,
2. L'importance prise par le gaz naturel,
3. Le poids pris par la Chine et l'Inde dans la consommation mondiale,
4. La réémergence des États-Unis comme premier producteur énergétique mondial,
5. La permanence du poids énergétique des pays du Golfe et de la Russie.

### III. Les mesures d'urgence sont classées en 4 catégories :

Le constat montre que la vulnérabilité de la chaîne d'approvisionnement en produits pétroliers serait en première analyse modérée, celles de la chaîne d'approvisionnement en gaz naturel et en énergie électrique seraient plutôt élevées. Afin d'éviter davantage la fragilisation du secteur de l'énergie en Tunisie, il est recommandé de:

1. Affirmer l'Etat de droit qui est l'un des principes de la bonne gouvernance. Les mesures doivent concerner aussi bien les entreprises publiques que l'infrastructure et ce par:
  - a. la mise en application de la réglementation en vigueur concernant l'obligation de constituer et de maintenir un stock de sécurité de 60 jours de consommation de carburants,
  - b. l'application de la réglementation en vigueur relative à la protection des infrastructures d'importance vitale et la renforcer en cas de besoin.

- c. l'adoption d' un plan d'intervention d'urgence et de gestion de crise .
  - d. Pour les entreprises publiques, récupérer les créances échues de la STEG, de la SNDP, de la STIR et de l'ETAP et,
  - e. mettre fin aux vols de l'électricité et maîtriser le commerce illégal et à la contrebande des carburants.
2. Restaurer la capacité financière des opérateurs publics afin qu'ils puissent réaliser les missions qui leurs sont assignées et ce par:
- a. La réforme de la politique des prix de l'énergie grâce à une concertation permanente avec les parties prenantes afin de préserver des conditions de vie favorables aux catégories sociales vulnérables. La réduction voire la suppression des subventions doivent être bien étudiées afin de tenir compte de cette classe sociale.
  - b. Des mesures compensatoires se basant sur des critères mesurables et vérifiables, évitant la personnalisation et le risque de clientélisme peuvent être préconisées,

Il est signalé que les subventions ont atteint en 2022, 5.47Miliard de dinars dont 45% pour le Gazole ordinaire. L'essence est subventionnée hauteur de 39%, le GPL industriel, le fioul lourd, et le GO Sans Soufre sont subventionnés à hauteur de 44%, le Gazole ordinaire à 45% et le GPL domestique à 74%.

3. Sécuriser les importations de gaz tout en donnant une forte impulsion au mix électrique.
- a. Il est fortement recommandé d'engager des négociations avec la partie algérienne afin de se fixer sur les disponibilités et sur le prix du gaz à importer surtout que le contrat d'achat de gaz auprès de la Sonatrach prend fin en 2029 et du fait de la forte augmentation de la demande européenne depuis le conflit russo-ukrainien.
  - b. Donner une forte impulsion au programme de la transition énergétique qui a pris beaucoup de retard pourtant commencé avec le plan solaire en 2009 .
4. Les mesures en ultime recours .
- Afin d' éviter de basculer dans un scénario à risque élevé et de tomber dans la contrainte de rationner la distribution des carburants et de l'électricité, un plan d'urgence et de gestion de crise avec des mesures ponctuelles et limitées dans le temps accompagnées de modalités de mise en œuvre devrait être prévus et étudiés à l'avance. Les mesures doivent prévoir des campagnes d'explications et d'informations réalisées par de vrais spécialistes de la communication publique .

#### **IV. Les réformes à engager**

1. Afin de permettre aux entreprises publiques d'assurer leur mission il est impératif de procéder à leur assainissement financier durable (la STEG, la SNDP, la STIR ,de l'ETAP).
2. Diversifier les circuits d'importation de carburants avec l'autorisation de l'importation progressive des carburants par les sociétés de distribution dans le cadre d'un cahier des charges conforme aux standards de la profession et maintenir la péréquation géographique et le plafonnement des prix de vente au public.

3. Mettre en valeur toutes les ressources nationales d'énergie avec:

- a. la relance des investissements de l'exploration et de la production des hydrocarbures et le déblocage des autorisations pour l'exploration des ressources non-conventionnelles d'hydrocarbures.
- b. Un grand effort d'investissements en capacité de stockage additionnelle est à effectuer pour assurer la sécurité d'approvisionnement du pays . Pour le GN, avec la diversification de fournisseurs, il est recommandé de:

- Doter le pays d'un terminal d'importation de GNL,

- Relancer le projet d'un gazoduc avec la Libye,

- Doter le pays d'un secours de gaz naturel par swap.

- c. L'accélération du programme de la transition énergétique qui doit comprendre la maîtrise de la demande d'énergie avec:

- Une évaluation périodique de l'évolution de l'intensité énergétique,

- Le potentiel d'économie d'énergie mériterait d'être réévalué par secteur d'activité,

- Un contrôle rigoureux de l'application de la réglementation en vigueur concernant la maîtrise de l'énergie et ce pour tous les secteurs.

- Le suivi du système de distribution électrique afin de maîtriser les pertes accompagné d'un programme de maîtrise de la consommation spécifique des centrales thermiques.

4. relancer la coopération régionale et internationale et ce :

- a. avec la concrétisation selon les meilleurs délais le projet d'interconnexion électrique Elmed avec la Sicile,
- b. En 2015, dans le cadre de la COP21, la Tunisie s'est engagée à réduire son empreinte carbone de 45% à l'horizon 2030. Il ne faudrait pas que cet engagement devienne un frein, voire un blocage, pour la mise en valeur des ressources nationales d'hydrocarbures .

Les projets de production et d'exportation d'hydrogène vert devraient être menés de pair avec les besoins intérieurs en énergies renouvelables.

5. Renforcer la capacité organisationnelle des parties prenantes :

Il est fortement recommandé que le Gouvernement se dote d'un «Système de Management de l'Énergie» . Le succès de la mise en œuvre de la politique énergétique nécessite la mobilisation et la coordination de plusieurs acteurs dans un périmètre bien plus étendu que celui du secteur de l'énergie dans son acceptation courante. La norme ISO 50001-2018, propose à cet effet, un cadre reconnu pour la gestion de l'énergie afin d'améliorer l'efficacité énergétique, de réduire les coûts et améliorer les performances économiques et environnementales. Ce cadre aide à instaurer une «bonne Gouvernance » spécifique au domaine de l'énergie.

Le Conseil ministériel sur la souveraineté énergétique tenu le 24.12.24 a pris plusieurs décisions qui figurent parmi les recommandations ci dessus listées. Nous citons:

- ✓ Le renforcement de la gouvernance financière des entreprises et des établissements publics ,
  - ✓ L'élaboration d'un programme visant à accélérer le rythme de l'exploration dans le secteur des hydrocarbures .
- D'autres concernent le climat des affaires:
- ✓ Le soutien renforcé aux investissements des entreprises dans le domaine des ER et de l'EE
  - ✓ La mise à jour dans les meilleurs délai du décret relatif au Fonds de transition énergétique
  - ✓ L'incitation soutenue de la production de l'électricité à partir de l'énergie solaire
  - ✓ L'étude de la mise en œuvre des projets nationaux dans le domaine du raffinage et de la logistique pétrolière de manière à ouvrir des perspectives de développement de l'activité aux entreprises et d'encourager l'investissement ...
- Des décisions concernent le cadre réglementaire régissant le secteur de l'énergie
- ✓ Un nouveau Code des hydrocarbures dont l'examen sera soumis à un prochain conseil ministériel ,
  - ✓ La finalisation du Code des énergies renouvelables
  - ✓ La réforme en profondeur du cadre réglementaire régissant les entreprises publiques opérant dans ce domaine en vue de leur conférer la flexibilité requise afin de mener à bien leurs missions et de s'adapter aux spécificités du secteur.

### Discussions

Les discussions ont porté notamment sur les points suivants :

1. La situation qui ne cesse de s'assombrir depuis plus d'une décennie. Comment redresser la situation ? La volonté politique semble absente. Deux principales décisions politiques prises aux cours de la dernière décennie ont porté atteinte au secteur :

a. La création d'une commission au sein du parlement pour les autorisations d'exploration et d'exploitation des gisements pétroliers et de gaz qui a freiné l'activité (actuellement 16 opérateurs seulement contre 52 en 2010).

b. L'abandon de la formule de réajustement périodique des prix pour les produits pétroliers. Ce qui a fortement impacté les finances publiques au niveau des subventions.

Ajouté à cela le retard flagrant dans la transition énergétique notamment le développement du mix électrique. La volonté politique doit s'imposer ! Par sa réflexion sur la situation du secteur, le FIKD doit tirer la sonnette d'alarme.

2. L'Algérie, unique fournisseur de gaz pour la Tunisie, commence à vivre des problèmes de production, notamment au niveau des ressources (pic pétrolier vers 2030). Elle ne serait pas en mesure de répondre aux besoins européens. Il devient donc plus qu'urgent de diversifier nos sources d'approvisionnement.
3. Le projet ELMED existe depuis 30 ans. Bien qu'il ait changé de nature (importation de l'électricité par la Tunisie alors qu'à la base il devait exporter de l'énergie propre), il reste une opportunité pour le pays et il faut le réaliser.
4. La mise en place d'un terminal GNL, bien qu'elle soit une question de souveraineté énergétique, est très difficile à réaliser vu son coût assez élevé. Une étude approfondie d'opportunité serait à élaborer pour permettre la prise de décision. D'autres alternatives existent, telle que la location de bateaux pour assurer la sécurité d'approvisionnement.
5. La question de la production et de l'exportation de l'hydrogène vert doit être creusée tenant compte de son impact sur l'environnement, notamment en ce qui concerne les besoins énormes en terrains à utiliser et en eau. A l'échelle mondiale en 2050 il est prévu 15% d'hydrogène vert.
6. Développer la coopération avec les pays africains en ciblant l'exportation de notre savoir-faire dans le secteur.

**Présentation PowerPoint : [à télécharger](#)**

**Résumé de l'étude : [à télécharger](#)**